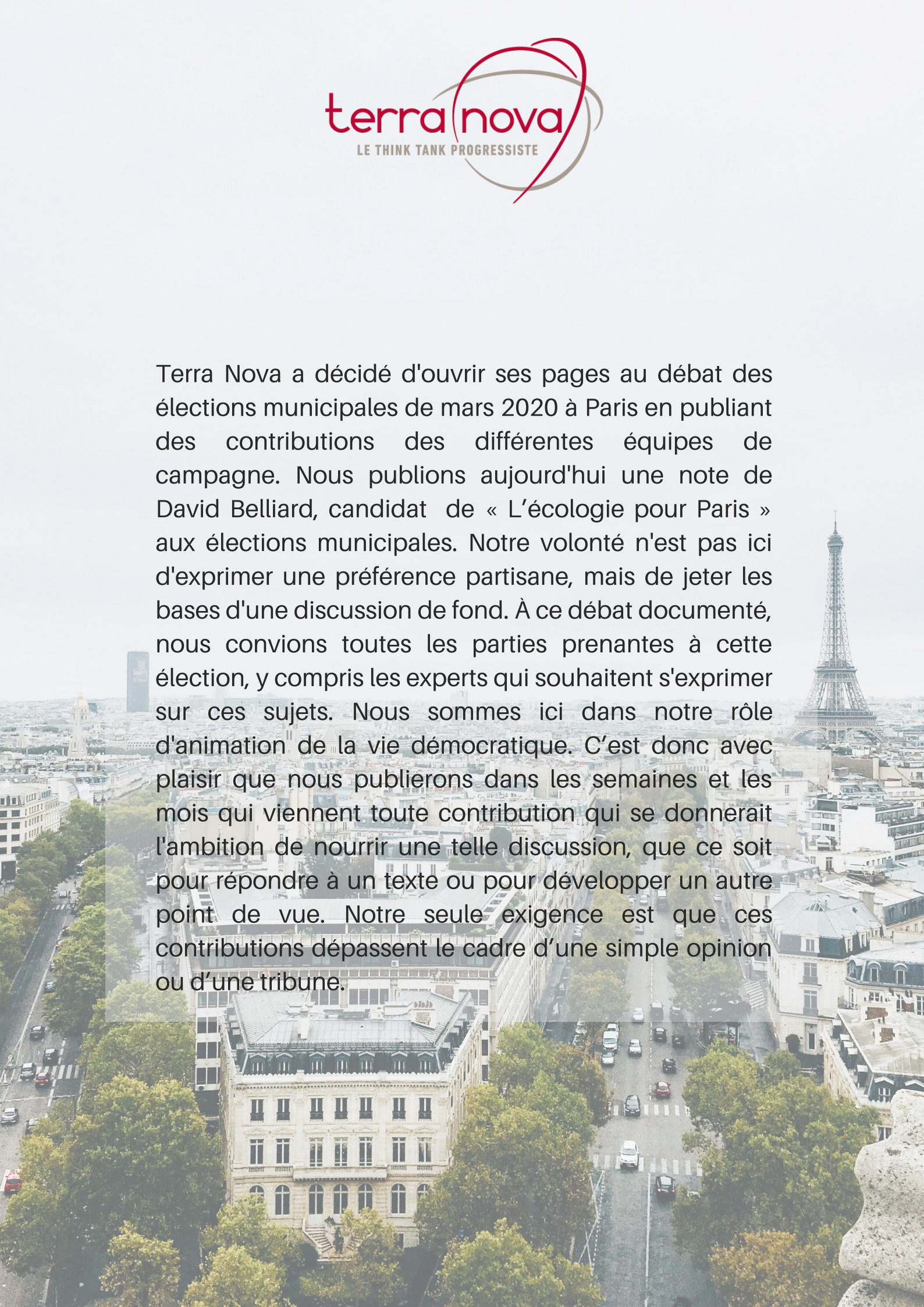




**FAIRE LE PARIS DE DEMAIN :
UNE VILLE RÉSILIENTE ET SÛRE,
UN HORIZON ÉCOLOGISTE POUR LA
VILLE DÉCARBONÉE**

Par David Belliard

12 FÉVRIER 2020



Terra Nova a décidé d'ouvrir ses pages au débat des élections municipales de mars 2020 à Paris en publiant des contributions des différentes équipes de campagne. Nous publions aujourd'hui une note de David Belliard, candidat de « L'écologie pour Paris » aux élections municipales. Notre volonté n'est pas ici d'exprimer une préférence partisane, mais de jeter les bases d'une discussion de fond. À ce débat documenté, nous convions toutes les parties prenantes à cette élection, y compris les experts qui souhaitent s'exprimer sur ces sujets. Nous sommes ici dans notre rôle d'animation de la vie démocratique. C'est donc avec plaisir que nous publierons dans les semaines et les mois qui viennent toute contribution qui se donnerait l'ambition de nourrir une telle discussion, que ce soit pour répondre à un texte ou pour développer un autre point de vue. Notre seule exigence est que ces contributions dépassent le cadre d'une simple opinion ou d'une tribune.

Faire le Paris de demain : une ville résiliente et sûre, un horizon écologiste pour la ville décarbonée

AUTEUR

David Belliard,
candidat de
« L'écologie pour
Paris » aux élections
municipales à Paris

12 février 2020

INTRODUCTION

Ces derniers jours, de nouvelles cartes inédites montrant les conséquences du dérèglement climatique ont été publiées et relayées par de nombreux médias. Elles montrent très clairement que les catastrophes climatiques (canicules, montées des eaux, pluies torrentielles) qui se multiplient ces dernières années vont faire partie intégrante de notre quotidien.

Dans quelques semaines, les Parisiennes et les Parisiens seront appelés à renouveler leurs représentantes et représentants et à désigner un nouveau ou une nouvelle maire pour Paris. La politique menée durant les dix prochaines années sera décisive. Le ou la prochaine maire de Paris aura six ans pour fondamentalement repenser la ville afin de l'adapter aux conséquences du dérèglement climatique et gérer les dégradations accélérées de notre environnement. La ville lumière, riche de son patrimoine, de son histoire multiséculaire, joyau culturel et architectural du pays, doit aujourd'hui relever le défi du siècle : la bataille pour le climat.

Pour cela, nous devons baisser nos émissions de gaz à effet de serre pour contenir au maximum le dérèglement climatique avec l'atténuation de notre empreinte carbone comme pré-requis. Dans le même temps, nous devons organiser la résilience de notre territoire. S'il faudra d'une part l'adapter aux effets du dérèglement climatique, nous devons également créer les conditions permettant aux habitants de surmonter les chocs à venir. Pour agir concrètement, les habitants ont besoin d'être, sur le temps long, rassurés sur la satisfaction de leurs besoins essentiels, savoir qu'ils pourront se loger décemment, se nourrir sainement, se déplacer simplement, respirer un air sain. Enfin, nous réussirons si nous

arrivons à faire bloc, si nous parvenons à créer les conditions de l'existence d'une cohésion entre les habitants.

Comment rendre notre ville plus solide face à cette nouvelle donne climatique ? Comment la rendre résiliente à ces chocs et assurer les conditions d'une solidarité entre ses habitants lorsque nous aurons à y faire face ?

Nous devons relever et réussir ce triple défi. C'est ce que je propose à travers mon projet pour Paris, qui fait de la lutte contre le dérèglement climatique la priorité et l'enjeu majeur de ce mandat déterminant dans la si difficile bataille qui s'annonce. Ce projet est nécessaire pour les habitant.es de Paris, mais il est surtout primordial pour nos enfants et les générations futures. C'est pourquoi la gestion de l'effort à consentir doit se faire avec le plus grand sérieux : il ne s'agit pas de dépenser plus, mais de dépenser mieux, pour ne pas obérer la capacité de celles et ceux qui nous succéderont à faire leur propre choix et surtout, d'en avoir les moyens.

Notre projet s'appuiera donc sur une gestion sobre et efficace du budget au service des générations futures, nous en tracerons l'ébauche dans cette note. Nous appliquerons ce que nous nommons notre « règle d'or climat », où chaque euro investi devra être un euro investi en faveur de l'urgence climatique et sociale. Si la capacité financière de la Ville est conséquente, nous avons aussi la volonté de maintenir une capacité de désendettement à moins de 10 ans à la fin de la prochaine mandature. Au-delà de ses capacités financières conséquentes, notre ville bénéficie de plusieurs atouts qui sont autant de richesses et que nous ferons en sorte de préserver comme nos biens communs et le patrimoine bâti public, ou encore lutter contre la spéculation immobilière et participer plus largement à l'émergence d'une économie mieux régulée, protégeant notre environnement, nos capacités à agir et favorisant l'égalité et l'inclusion.

SOMMAIRE

Introduction	1
1. Adapter le territoire parisien aux conséquences du dérèglement climatique.....	4
1.1. L'eau, une clé du rafraîchissement de la ville.....	4
1.2. Faire de Paris une ville nature	7
1.3. Créer l'urbanisme de demain	9
2. Assurer la qualité de vie et les besoins des Parisien-ne-s.....	12
2.1. Repenser le logement pour anticiper l'avenir	13
2.2. Un confort thermique sobre en énergie.....	18
2.3. Se déplacer simplement, sans pollution, plus sobrement et en sécurité	21
2.4. Se nourrir en ville à horizon 2050.....	28
3. Garantir l'avenir de notre ville par la co-construction des décisions et l'émancipation des habitant·e·s.....	32
3.1. Redonner le pouvoir au citoyen : l'outil démocratique.....	32
3.2. L'urbanisme de demain, décidé pour tous.....	35
3.3. La tranquillité et la convivialité au quotidien, pour une ville apaisée et solidaire	36
3.4. Miser sur les enfants.....	38
3.5. S'éveiller, grandir et mieux accueillir.....	39
CONCLUSION.....	41

1. ADAPTER LE TERRITOIRE PARISIEN AUX CONSÉQUENCES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Le climat à Paris a déjà changé. Les relevés de la station météorologique du parc Montsouris ont montré que l'été dernier avait connu 34 jours sans pluie¹ et des records absolus de température. Des étés plus chauds, des canicules devenant la norme, des pluies moins abondantes... alors que les infrastructures, elles, sont toujours les mêmes, anciennes et inadaptées au changement climatique, rendent Paris très fragile face aux futurs bouleversements. L'enjeu central du prochain mandat est donc de permettre aux Parisiens de pouvoir continuer à vivre dans leur ville.

Nous devons donc répondre à deux urgences : rafraîchir la ville d'abord, grâce à l'eau et la végétation. Nous devons aussi transformer en profondeur notre conception de la ville, et penser un nouvel urbanisme pour Paris.

1.1. L'EAU, UNE CLÉ DU RAFFRAÎCHISSEMENT DE LA VILLE

L'eau sera un élément clé de la résilience de Paris et la ressource hydrique un enjeu stratégique majeur dans les futures décennies. C'est aussi une ressource fragile, menacée, et qu'il faut économiser. Ceci d'autant plus que le dérèglement climatique aura des conséquences sur la ressource hydrique parisienne, par exemple sur la Seine, dont le débit risque d'être modifié. Le Conseil scientifique du comité de bassin de la Seine a d'ailleurs récemment rappelé que les précipitations reçues par notre fleuve sont plus faibles que celles reçues par les autres grands bassins versants français. À l'heure actuelle, c'est d'ores et déjà plus de 20% du débit d'été qui est prélevé par les habitants du bassin de la Seine pour leur alimentation en eau potable. Or, à l'avenir, les pluies seront plus rares, mais aussi plus intenses et concentrées sur la période hivernale, occasionnant des sécheresses plus fréquentes et plus longues, jusqu'à rendre ordinaire, à partir de 2030, un phénomène jusqu'ici exceptionnel.

¹ Météo France, «Paris: plus d'un mois sans pluie», 2019, <http://www.meteofrance.fr/actualites/75667423-paris-plus-d-un-mois-sans-pluie>

On pourrait croire également que Paris en a enfin fini avec la menace trop présente des crues, mais il n'en est rien : la multiplication des sécheresses n'ira pas de pair avec une diminution du risque de crues de la Seine, contrairement à d'autres fleuves français². Le risque d'une crue centennale est toujours bien présent. Lors de celle de 1910, les dégâts s'étaient chiffrés à plus de 1,6 milliards d'euros. Pour répondre aux sécheresses à venir, le Conseil scientifique du comité de bassin met en garde contre la tentation d'apporter à ces défis une réponse techniciste, sous la forme de nouveaux ouvrages de stockage d'eau. Les comparaisons internationales ont bien montré que ces stockages, dont le bon remplissage sera rendu difficile par la fréquence des sécheresses futures, génèrent au final une fuite en avant des consommations d'eau.

Nous devons au contraire aller vers une gestion raisonnée et sobre des ressources en eau. Pour cela, Paris devra se coordonner avec les autres échelons territoriaux, notamment la Région Ile-de-France pour déterminer et planifier le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE). Mettre en place une gestion de l'eau équilibrée et durable (il serait si facile de vider négligemment les nappes !) est la garantie pour le futur que nous puissions satisfaire les différents usages, comme l'approvisionnement des habitants du bassin de la Seine en eau potable, mais aussi l'industrie et l'agriculture, tout en protégeant ce bien commun qu'est notre fleuve.

Pour cela, avec des personnalités issues du monde politique, associative et de la société civile, nous avons défendu l'idée de donner à la Seine une personnalité juridique pour lui donner les moyens de se défendre sur le plan juridique³. Grâce à cette meilleure protection, nous pourrions, au nom de la Seine, tenter des poursuites judiciaires pour atteintes à son intégrité et à son droit de prospérer naturellement. Elle est aujourd'hui une nécessité pour la sauvegarde de notre fleuve et de tous les êtres vivants qui en dépendent intimement. Dans un futur où les canicules deviendront la norme, l'eau sera un outil essentiel pour rafraîchir Paris.

²Jaeger (J.), «Crue de la Seine de janvier : conséquence du changement climatique ?», 2019, <https://www.apcparis.com/actualite/crue-seine-janvier-consequence-changement-climatique>

³Belliard (D.), Bayou (J.), Cabanes (V.), Querrien (G.), Surel (L.), Toussaint (M.), "Pour préserver la Seine, donnons-lui des droits!", https://www.liberation.fr/debats/2019/08/07/pour-preserver-la-seine-donnons-lui-des-droits_1744015

Arrosage des surfaces bitumées pour faire redescendre la température, mise à disposition de nouvelles fontaines publiques... ces solutions, testées par l'équipe municipale en place, peuvent être utiles, mais ne constituent pas une solution structurelle ni suffisante.

Je vois l'enjeu différemment et propose de poser un autre regard sur l'enjeu de la ressource en eau. Pourquoi ne pas utiliser les ressources existantes, et donner une place centrale à nos cours d'eau en les considérant comme de véritables opportunités de rafraîchissement ? Ils sont déjà de vrais climatiseurs naturels au même titre que la végétation. Dans l'histoire, le fleuve Seine n'a pas toujours été le seul cours d'eau traversant notre ville. Il y a une centaine d'année, la Bièvre, rivière affluente, aujourd'hui invisible, entrait dans la capitale au niveau de l'actuel parc Kellerman dans le 13^e arrondissement, traversait la rive gauche pour se jeter dans la Seine, près du pont d'Austerlitz. Depuis recouverte d'une chape de béton, elle est tombée dans l'oubli. Mais il ne tient qu'à nous de la faire renaître. Une étude de l'APUR de 2001⁴ a étudié l'intérêt du retour de ce cours d'eau, et l'écrivain Adrien Gombeaud lui a dédié, en 2017, un livre entier⁵, qu'il conclut par "un jour, (...) sous une forme ou une autre, la Bièvre débordera à nouveau dans les rues de Paris".

Sur les bases de l'étude de 2001 et avec une évolution des coûts de construction, le total d'investissement pour le retour de la Bièvre, de la création d'une piste cyclable et la végétalisation sur l'ensemble du parcours serait de 52 millions d'euros. D'ores et déjà, dans les communes qu'elle traverse, d'importants projets d'aménagement ont conduit à rendre vie à la Bièvre, en libérant du béton sur la commune de Haÿ-les-Roses depuis 2016 et se sont poursuivis sur Arcueil et Gentilly où la rivière devrait couler à nouveau d'ici 2021.

C'est aussi ce que je veux à Paris : déterrer ce cours d'eau oublié. Refaire entrer la Bièvre dans Paris, c'est recréer tout un ensemble écologique et des corridors biologiques riches en biodiversité, participer à l'abaissement des températures de la ville et favoriser l'écoulement des eaux en périodes de grosses pluies. C'est aussi une nouvelle opportunité pour mailler le territoire parisien en trames vertes et bleues, et offrir à la ressource en eau une continuité permettant aux espèces et à l'écosystème qui la composent de s'enrichir et de se développer. Enfin, faire entrer la Bièvre dans Paris c'est relier la proche banlieue au

⁴ Apur, "La Bièvre", 2001, <https://www.apur.org/fr/file/48424/download?token=6RwDznkB>

⁵ Gombeaud (A.), Un été sur la Bièvre, éditions Warm, 2017

coeur de la métropole, les quartiers populaires au centre de Paris par un axe naturel. L'urbanisme est écologique, quand il apporte une réponse forte à la justice sociale et à l'urgence climatique. Le projet de la Bièvre serait la traduction de ces deux défis.

1.2. FAIRE DE PARIS UNE VILLE NATURE

L'adaptation de Paris aux canicules est indispensable. L'usage raisonné de l'eau est une piste, qu'il nous faut combiner avec une politique extrêmement ambitieuse de développement du végétal. La ville de demain sera résiliente aux fortes chaleurs ou sera invivable, la ville post carbone sera fraîche ou ne sera pas. Cela nous oblige donc à être extrêmement imaginatifs pour créer des espaces naturels partout dans Paris et de nouveaux grands parcs. C'est une entrée en majesté de la nature dans et autour de Paris qu'il nous faut orchestrer. Retirer le bitume des espaces publics, faire réapparaître la pleine terre, laisser la nature s'exprimer seront autant de chantiers à mener. Il nous faudra profondément changer notre rapport au vivant et à la biodiversité, en adoptant par exemple un regard nouveau sur l'aspect qualitatif du végétal : nous devons comprendre qu'il n'y a pas de mauvaises herbes, de zones « mal entretenues » mais des espaces naturels spontanés, qui poussent par eux-mêmes et accueillent une biodiversité riche qui leur est adaptée, et qui sont autant d'éléments naturels constitutifs d'une trame verte qui maille Paris.

La volonté politique est centrale : mettre de la nature en ville et créer de nouveaux espaces naturels doit devenir une véritable priorité afin d'offrir aux Parisiens, en temps de canicule, des espaces accessibles, frais et dépolluants. Pour développer la nature à Paris, il nous faudra sortir de la vision selon laquelle la nature est ornement, décoration, agrément. Elle est bien plus que cela, et doit devenir une partie intégrante des projets réalisés à Paris, tant en termes urbanistique que de voirie.

Pour illustrer ce propos, la végétalisation des murs et des façades est un outil intéressant parmi les possibilités existantes permettant de constituer des espaces de nature en ville. Mais c'est aussi un outil qui peut très vite tomber dans le piège de l'ornement, et en cela être inefficace, voire contre-productif. De fait, les murs végétaux sont trop souvent des amas de toiles géotechniques et de drains en plastique pour habiller une façade.

Ces structures sont tout sauf naturelles, elles sont fragiles, demandent un soin quotidien : on crée de la nature sous perfusion.

Si nous voulons végétaliser de manière efficace et durable, il faut au contraire partir des plantes présentes en fonction de leur variété, laisser les végétaux se développer, prendre soin de la vigne vierge et des plantes grimpantes qui poussent naturellement le long des murs. Conserver l'existant, c'est faire le choix d'une nature résistante et adaptée à la ville. Comme elle doit prendre place sur les murs, la nature doit prendre la place du béton. Sur les espaces libres, les cours d'école, les places, certaines rues et aires piétonnes, partout où cela est possible, le bitume doit être remplacé par des espaces de pleine terre et des arbres. Nos places sont trop minérales et deviennent de véritables fournaises durant les grosses chaleurs, il est urgent de les végétaliser au maximum et de trouver des moyens de les rafraîchir, par exemple en les habillant de voiles d'ombrage clairs afin de diminuer leur exposition au soleil et la persistance de la chaleur qui les fragilisent et les rendent invivables. Comme la Bièvre, la terre est trop cachée à Paris, alors qu'elle joue un rôle important dans la biodiversité des sols, et rend de grands services en absorbant les excédents de pluie lorsque des pluies torrentielles s'abattent sur elle. Il nous faut penser une ville où la nature préside, où le vent circule grâce à un agencement et à une forme des bâtiments mieux pensés, où l'eau revient en surface pour créer des îlots de fraîcheur, où l'arbre est roi et non décoration.

Dès le début de la mandature, je lancerai une étude sur les potentialités de débitumation des sols. C'est un changement de paradigme énorme, dont il faut prendre la mesure : en 2014, les services avaient eu la commande d'étudier toutes les opportunités de construction existantes. Aujourd'hui, il faut prendre le contre-pied de cela, et au contraire, déconstruire pour retrouver la terre. Car le sol va jouer un rôle majeur dans les prochaines décennies. Corollaire de l'eau, la terre a toujours accompagné les humains et elle remplit de nombreuses fonctions indispensables à la vie. Le sol produit les aliments nécessaires à notre survie, régule et filtre l'eau, notamment durant les inondations, il accueille un microcosme incroyable de vie, de biodiversité. Sa fertilité est une ressource limitée, dont nous devons reprendre conscience, protéger et prendre soin. Les grandes métropoles se sont développées, en toute logique, là où les terres sont les plus fertiles, celles du bassin parisien sont d'une qualité exceptionnelle.

Or l'étalement urbain a mis la terre en compétition avec les constructions, l'érection de bâtis, la création de voirie, de routes, et, évidemment, elle a perdu cette bataille, ensevelie par des tonnes de béton et de bitume. Il est temps de mettre fin à cette vision de la ville, et redonner à la fertilité du sol la place centrale qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Cela nous demandera des efforts : sous la croûte de béton, la terre étouffe depuis tant d'années que le sol y est sans vie, ses capacités biologiques s'y sont éteintes depuis longtemps. De fait, lorsque l'on casse le bitume pour y retrouver la terre, elle est inerte, inapte à accueillir les racines de nouveaux venus. Car pour accueillir des végétaux, des arbres, le sol doit être vivant : vers de terre, champignons, fourmis, termites, microarthropodes, participent du brassage, de la structuration du sol indispensable à la vie des plantes. Nous savons aujourd'hui recréer des sols capables de faire vivre la faune et la flore : remblais, compost... les déchets de la ville peuvent être à l'origine d'une nouvelle fabrique des sols de Paris, d'une nouvelle solidarité territoriale. Il ne faut plus importer la terre fertile d'ailleurs - où elle est un bien précieux - mais bien développer un nouveau savoir-faire parisien pour que nos rues, nos terrasses, nos balcons, nos toitures, nos parcs et jardins s'amplifient et répondent au défi climatique. La renaissance des sols doit être une priorité de la prochaine mandature, car elle est la clé, la condition première du développement de la nature dans notre ville.

1.3. CRÉER L'URBANISME DE DEMAIN

L'aménagement de notre ville est une priorité pour les six ans qui viennent, pour relever le défi de produire une ville agréable, qui ne se développera pas aux dépens des classes populaires. C'est l'ambition que je porte dans cette campagne, celle de permettre aux plus modestes de vivre à Paris, tout en faisant de la capitale une ville nature.

Les interrogations sont nombreuses sur l'orientation que nous devons donner à la densification de Paris. Pour toutes les raisons déjà évoquées en termes de viabilité et de résilience de notre territoire, pousser une réflexion forte sur l'usage que nous faisons de nos sols est une nécessité vitale. Dans ce cadre, dédensifier notre ville n'est pas une fin en soi, mais un moyen afin de pouvoir débitumer les sols, protéger les espaces de pleine terre existants et en créer de nouveaux.

Terra Nova | Faire le Paris de demain : une ville résiliente et sûre, un horizon écologiste pour la ville décarbonée

Mais il faut le dire très clairement: la dédensification de Paris ne se fera pas au détriment des plus modestes, ou ce serait alors d'une injustice folle. Mon ambition pour Paris n'est pas d'en faire une cage dorée pour riches, mais une ville vivable pour tous.

Cette réflexion sur une densification très sobre de Paris pousse à reconnaître les apports au rafraîchissement de Paris de certains lieux, et à faire le choix de les protéger. Par exemple, la petite ceinture est un formidable couloir de ventilation grâce à son absence de constructions. Les courettes et cours intérieures, surtout si elles sont végétalisées et arborées, sont des espaces de respiration qui peuvent faire une grande différence au sein d'un immeuble. Les friches et autres délaissés urbains ne participent pas à l'effet d'îlot de chaleur urbain, et peuvent, au contraire, si on les végétalise, si on les transforme en jardins, participer à rafraîchir la ville. Ces lieux, constamment mis en péril à cause de la valeur foncière parisienne, doivent être sauvegardés.

Deuxième élément, la volonté d'un nouvel urbanisme pour Paris nous invite à réfléchir au type de construction que nous voulons à Paris en 2030 et à la manière de faire coïncider patrimoine et efficacité énergétique et thermique. L'esthétique haussmannienne a été conçue selon une logique d'harmonie, c'est elle qui donne à Paris son identité et son cachet réputés dans le monde entier. Mais nombre de ses caractéristiques architecturales, comme ses toits en zinc, sont profondément inadaptées à de fortes températures.

Le constat est clair : Paris va devoir faire face à un grand défi, celui de la protection de son patrimoine tout en adaptant son bâti aux canicules. L'immense majorité de ses bâtiments ont été construits avant l'existence même de toute notion d'efficacité énergétique, encore moins de réglementation thermique. Ces vieux bâtis ont bien entendu des atouts : courettes, appartements traversants, pierre de taille, sont autant d'éléments susceptibles d'apporter de la fraîcheur, de l'air, durant les fortes chaleurs. Mais les toits en zinc ou en ardoise, véritables piles qui stockent la chaleur au lieu de la réfléchir, sont de vrais défis.

Pour autant, il ne viendrait à l'esprit de personne de repeindre nos chers toits en blanc. Cela fait partie de notre patrimoine architectural, nous les chérissons et voulons les garder tels quels. C'est notamment particulièrement problématique pour les personnes vivant dans les anciennes chambres de bonnes situées sous les toits. Ces logements, en plus d'être étriqués, deviennent de véritables fournaises l'été.

Il est fondamental de trouver un moyen technique de les isoler en limitant la perte de surface induite par l'isolant. En tout début de mandature, nous lancerons une étude, avec les Architectes des bâtiments de France et l'Agence parisienne du climat pour trouver les solutions techniques permettant d'adapter les toits de Paris au changement climatique tout en respectant l'identité patrimoniale de Paris.

Autre casse-tête, l'isolation des murs des bâtiments classés, comme les briques rouges des Maréchaux. Ici aussi, on imagine mal une isolation par l'extérieur qui viendrait recouvrir ce patrimoine cher aux Parisiens. Mais l'on peut en revanche envisager, lorsque cela est possible, une rénovation du côté sur cour si celui-ci est réalisé dans des matériaux moins nobles, ou alors de les végétaliser. Là aussi, quel que soit le type de rénovation, l'utilisation de matériaux biosourcés doit devenir la norme.

Enfin, j'avais proposé un "plan volet", dont le nom peut prêter à sourire. Pourtant, fermer ses volets lors de grosses chaleurs est un des outils les plus simples, efficaces et économiques pour rafraîchir son intérieur. La pose massive de volets à Paris serait de fait un bon moyen de préparer les futurs étés à 45° que nous connaissons bientôt. Pour les constructions nouvelles, il est évidemment plus facile de générer une bonne performance énergétique, mais au-delà des performances strictes, ces bâtiments doivent utiliser toutes les possibilités existantes pour combattre les pics de chaleur. Par exemple le choix de toits de couleur claire voire végétalisés lorsque cela est pertinent, la mise en place de brise-soleil ou de persiennes, l'utilisation de matériaux biosourcés comme la fibre de bois, le chanvre, la ouate de cellulose, le liège, la paille ou encore le textile recyclé sont autant de solutions qui ont montré leur efficacité et que nous devons systématiser.

En complément, la construction bas carbone et des bâtiments à énergie positive doit devenir la norme : il est impensable de construire en 2020 un immeuble qui ne respecterait pas ces critères. Nous devons être très stricts là-dessus : un bâtiment ne permettant pas à Paris d'améliorer sa résilience face au choc climatique ne doit pas être construit.

Enfin, le type de bâtiment se réfléchit également en termes de gabarit et de hauteur. Je le dis sans détour : une tour n'a pour moi pas sa place dans une ville post-carbone. C'est l'objet type totalement à contre-courant des enjeux actuels de l'adaptation au changement climatique.

Comme l'on m'a dit lors d'une réunion durant laquelle je rencontrais des experts urbanistes, "plus c'est haut, plus c'est chaud !". On sait que les tours sont incompatibles avec le dérèglement climatique, pour des raisons que nous connaissons depuis longtemps. D'une part, en termes de matériaux, les tours ne sont pas satisfaisantes. Leur hauteur fait qu'il est obligatoire de la construire autour d'une structure béton, alors qu'au maximum, nous devons apprendre à nous passer de béton. Leur construction est par ailleurs extrêmement consommatrice en matériaux et en ressources, comme le montre la tour Elithis, à Strasbourg, qui, afin d'atteindre de bonnes performances énergétiques a été recouverte d'une épaisse couche d'isolant de 20 cm - contre la moitié pour un bâtiment classique. Ce gaspillage de ressources est dommageable à une époque où, au contraire, nous devons aller vers la sobriété. Nul besoin de construire une tour pour faire des bâtiments à énergie positive, au contraire, en construisant des bâtiments à taille humaine, moins de matériaux sont utilisés au m², pour une performance égale.

2. ASSURER LA QUALITÉ DE VIE ET LES BESOINS DES PARISIEN-NE-S

Avec mon projet pour Paris, j'entends transformer profondément notre ville pour l'adapter aux futures conditions météorologiques, à horizons 2030 et 2050. Bien sûr, je sais aussi que les Parisiens ont des besoins et des attentes immédiates pour améliorer leurs conditions et leur qualité de vie. Trouver un logement accessible, se nourrir avec des aliments de qualité à prix abordable, respirer un air sain, se chauffer l'hiver, se rafraîchir l'été, se déplacer facilement, sont autant de difficultés que rencontrent les Parisien-ne-s au quotidien.

Une des préoccupations majeures des catastrophes climatiques à venir est de savoir si nous pourrions continuer à vivre comme avant. Au-delà de la question légitime de savoir si notre mode de vie actuel sera encore possible, c'est à dire de pouvoir consommer sans réfléchir, parfois à outrance, prendre l'avion ou même sa voiture, je décèle une peur plus profonde : nos besoins primaires seront-ils assurés ? La particularité de Paris est que cette question se pose aussi bien pour le court terme, car c'est une ville chère, inaccessible

même pour des foyers modestes, que sur le long terme, qui verra ses conditions climatiques profondément modifiées.

Ainsi se croisent des questions actuelles concernant les prix des loyers parisiens et la difficulté pour les habitants de se loger, à des questions plus lointaines comme « pourra-t-on toujours habiter Paris en 2050, lorsqu'il fera 50°C l'été » ?

Nous devons répondre à ces deux questions simultanément, à court et à moyen terme. C'est pour moi l'enjeu de la prochaine mandature : agir aujourd'hui pour améliorer la vie des gens tout de suite, demain, mais aussi après demain et apaiser les inquiétudes des Parisiens. Car telle est la condition pour qu'ils deviennent eux aussi acteurs pour le climat.

2.1. REPENSER LE LOGEMENT POUR ANTICIPER L'AVENIR

Aujourd'hui, la vie parisienne est profondément anxiogène pour ses habitants, car elle renvoie à trop d'incertitudes. Si nous voulons emmener les Parisien-ne-s avec nous dans la bataille climatique, nous devons les sécuriser afin de leur donner assez d'espace mental pour s'engager. Cela passe évidemment par les rassurer sur le fait qu'ils pourront se loger dans les années à venir et que, malgré les hausses des températures, il sera toujours possible de vivre dans leur logement.

Le secteur du logement parisien est caractérisé par un double enjeu, celui d'une explosion des prix rendant le simple fait de se loger très difficile voire inaccessible pour bien des personnes, doublée d'un impact fort sur l'environnement. Autrement dit, nous devons à Paris à la fois résoudre la question de l'accès au logement des familles modestes, des jeunes travailleurs et des étudiants, et améliorer la qualité de l'habitat pour le préparer aux extrêmes climatiques.

Le logement doit être un élément central de la politique municipale pour protéger les habitants et leur droit inaliénable à un logement décent. Le slogan "un toit c'est un droit" doit devenir une réalité à Paris. La crise du logement que connaît Paris s'explique de multiples façons, notamment car la spéculation foncière a généré une envolée des prix si forte que la puissance publique peine maintenant à l'enrayer. Dans ce cadre, la liste des demandeurs de logements sociaux s'allonge, et la Ville s'enferme dans une logique

intenable de construire des logements neufs, quand notre ville est déjà la 7^e ville la plus dense du monde !

Pourtant, 17% des logements parisiens sont vides⁶, soit environ 232 000 logements (soit le nombre de logements sociaux que compte Paris !). Cela monte même jusqu'à 26% dans le centre de Paris, et presque 30% dans le 4^{ème} arrondissement. Dans un contexte où la ville cherche à construire chaque parcelle, au détriment de la présence de vide ou de pleine terre, cela pose réellement question. Les raisons de ces vacances sont multiples, elles vont du pur achat spéculatif d'investisseurs financiers à la peur de louer, et appellent à des réponses adaptées pour chaque cas. Dans un contexte où, chaque année, selon la fondation Abbé Pierre, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont expulsées de leur logement en France, dont 39% uniquement en Ile-de-France, la vacance des logements devient un vrai scandale social.

Être expulsé de son logement est toujours une vraie tragédie personnelle que nous devons par tous les moyens éviter. J'ai à ce titre demandé depuis plusieurs années un moratoire sur les expulsions locatives. En complément, il faut mener une politique globale de prévention et d'accompagnement social des ménages dès les premières difficultés à payer leur loyer et dédommager les propriétaires. Il est incompréhensible et indigne qu'en 2020 on échoue à trouver des solutions afin de garantir le droit effectif au logement. La Ville de Paris n'a pas ce pouvoir, mais le Préfet de Paris doit prendre ses responsabilités et user de son pouvoir de réquisition des logements vacants. Dans la même logique, aucune personne hébergée dans le cadre des places hivernales ne doit être remise à la rue sans solution de relogement ou d'hébergement avec un accompagnement adapté, quel que soit son statut administratif. Pour cela, les places d'hébergement à Paris et en Île-de-France doit être pérennisées et notre ville doit s'engager pleinement et intensifier les initiatives dites de "logement d'abord", notamment en créant une pension de famille par arrondissement.

En parallèle de ces mesures à prendre immédiatement, il faut agir plus profondément et plus structurellement sur le marché locatif privé. Nous devons tout faire pour enrayer

⁶ Mairie de Paris, «17% des logements parisiens sont inoccupés », 2019, <https://www.paris.fr/pages/le-saviez-vous-17-deslogements-parisiens-sont-inoccupes-6531>

l'augmentation des prix des loyers et juguler la spéculation immobilière, qui, au fil des années, a fait de Paris le terrain de jeu favori des fonds d'investissement. Les conséquences sont lourdes : en 10 ans, le marché parisien a explosé, pour connaître une inflation de + 50% entre 2005 et 2015, et des loyers en moyenne 24,7% supérieurs aux loyers pratiqués dans le reste de la France.

L'arrivée des plateformes de meublés touristiques, comme Airbnb, sur le marché parisien, n'a fait qu'empirer les choses : en quelques années, ce sont 52 000 logements qui ont été mis sur la plateforme. Or, une grande partie d'entre eux sont des logements que les propriétaires, en recherche de profits, ont retiré du parc locatif classique pour en faire des locations saisonnières de courtes durées. Au-delà même de cette confiscation de dizaines de milliers de logements qui échappent désormais aux Parisiens qui ne peuvent plus s'y loger, ces nouvelles offres de service en ligne contribuent à la dérégulation des prix du marché locatif en offrant un moyen de plus de faire de la spéculation immobilière. C'est aussi le cas à New-York, où ces plateformes sont responsables à elles-seules d'une inflation de 1,4% sur les prix du logement ces trois dernières années, soit une augmentation de 380 \$ du loyer pour le locataire médian de New York et jusqu'à 700 \$ dans certains quartiers de Manhattan ⁷!

Les effets de ces plateformes sont dévastateurs pour la qualité de vie et le pouvoir d'achat des habitants. Malgré cela, le droit encadrant leur utilisation est encore bien trop timide, et les mesures prises trop inefficaces, en France comme au niveau européen. De fait, sur ce sujet comme sur de nombreux autres, je porte l'idée depuis plusieurs années maintenant que les décisions doivent être décentralisées : les villes doivent avoir la main sur le choix, par exemple, du nombre de nuitées autorisées. Pour l'instant, la législation le fixe à 120 jours, je veux faire descendre ce chiffre à 30 ou 45 jours.

Autre mesure qui a montré son efficacité, l'encadrement des loyers, appliqué à Paris de 2015 à 2017 et remis en place en juillet 2019, a fait ses preuves pour stabiliser les loyers des Parisiens. Aujourd'hui, la situation est telle que cette mesure doit trouver une variante plus forte encore : pour stopper la spéculation immobilière à Paris, bloquer les prix des

⁷ Wachsmuth (D.), et Combs (J.), Kerrigan (D), The impact of new short-term rental regulations on New York City, UPGo, the Urban Politics and Governance research group, 2019.

loyers, comme à Berlin, pendant 5 ans, permettrait de garantir aux Parisien·ne·s une vraie stabilité des prix de leurs loyers.

Avec ces mesures systémiques, il nous faut aussi innover sur les formes d'habitats que nous souhaitons développer. Je pense par exemple à l'habitat participatif, ou aux baux réels solidaires développés dans le cadre de l'Office foncier solidaire, que les écologistes ont fait créer durant cette mandature, qui ont pour point commun d'être anti-spéculatifs, et en cela de contribuer à la stabilisation des prix du marché. La ville doit être plus active dans la promotion de ces modes d'habitation alternatifs, qui ont tant à apporter en termes de lien social. Les quelques expériences d'habitat participatif menées durant cette mandature ont été extrêmement éprouvantes pour les collectifs d'habitants qui portaient les projets. La Ville doit former ses services à mieux accompagner ces collectifs si nous voulons voir se développer ces modes innovants d'habitation.

Enfin, la question du logement est éminemment métropolitaine : le Plan métropolitain de l'hébergement et de l'habitat doit trouver un chemin pour aboutir et permettre une action plus harmonisée sur ce sujet entre les communes. C'est notamment dans ce cadre que nous pourrions vraiment travailler sur l'accès au logement des jeunes. Cela nous permettra notamment de créer 20 000 logements à prix abordables (par exemple dans le cadre de foyers de jeunes travailleur·euse·s et étudiant·e·s) à l'horizon 2026, en faisant la moitié dans Paris et l'autre moitié répartie dans toute la métropole. La création de logements sociaux répond à la même logique, nous devons penser leur répartition en l'harmonisant sur les différents territoires. À Paris, l'objectif est clair : nous devons respecter la loi, ce qui veut dire arriver à 25% de logements sociaux en 2025, en privilégiant l'utilisation de bâti existant, par la voie de la préemption. Cela demandera des choix en termes financiers, comme par exemple la redistribution des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) aux territoires et la fusion des taxes foncières et d'habitation.

L'heure n'est plus à la spéculation immobilière, mais à la gestion d'une richesse immobilière existante, qui est l'une des plus fortes au monde, au service de l'ensemble des Parisiennes et des Parisiens. Nous devons mieux utiliser les outils disponibles mais aussi renforcer l'arsenal juridique et fiscal existant et créer des conditions favorables aux propriétaires pour rénover et mettre en location leurs biens.

Car en plus d'être inabordables, les logements parisiens ne sont pas adaptés aux phénomènes météorologiques contemporains et encore moins ceux à venir. Dans 17 des 20 arrondissements de Paris, la moyenne des consommations d'énergie des logements parisiens se situe dans les catégories F et G des diagnostics de performance énergétique, c'est à dire dans les catégories correspondantes aux passoires thermiques⁸ ! Vivre la canicule dans un studio sous les toits en zinc relève du défi. Demain, avec des températures pouvant atteindre 45°C voir 50°C, cela sera intenable. Passer l'hiver dans un appartement mal isolé, comme le vivent des dizaines de milliers de ménages en situation de précarité énergétique, une réelle angoisse annuelle et un poids très lourd sur le budget des Parisiens.

C'est donc peu dire que le bâti est un élément clef de la bataille climatique : Paris, ce sont 1,5 millions de logements, 47 000 copropriétés qui représentent 75% des logements parisiens et presque 15% des émissions de gaz à effet de serre, selon l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur)⁹. L'Agence parisienne du climat a calculé que pour atteindre les objectifs de neutralité carbone fixés par le Plan climat, il faudrait rénover 40 000 logements par an. Paris, c'est aussi 230 000 logements sociaux, soit environ 19% des logements parisiens, rénovés durant cette mandature à hauteur de 4 500 logements par an, chiffre qui va connaître une augmentation à 5 000 par an dès 2020¹⁰. Ces rythmes sont très insuffisants pour faire face au dérèglement climatique : à une telle vitesse, Paris aura rénové son parc de logement après 2060 ! Dans ce contexte d'accélération du dérèglement climatique, pareils délais sont impensables, inconcevables. Il nous faut donc aller plus vite.

Pour cela, la Ville doit soutenir financièrement la rénovation énergétique des copropriétés plus fortement encore, afin qu'elles n'aient aucun frais à avancer. Il faudra aussi faciliter la mise en relation avec des prestataires formés aux confort d'été et d'hiver, condition sine qua non pour garantir une stabilisation des consommations d'énergie, un des nerfs de la

⁸ E. Benazet, «Facture énergétique : où sont les logements les plus performants ? », Le Parisien, 2019, <http://www.leparisien.fr/immobilier/facture-energetique-ou-sont-les-logements-les-plus-performants-09-09-2019-8148267.php>

⁹ Paris, "Plan 1000 immeubles pour la rénovation thermiques", <https://www.paris.fr/pages/plan-1000-immeubles-pour-larenovation-thermique-3136>

¹⁰ RAP, «1.4. Consommation en énergie», https://antipub.org/wp-content/uploads/2017/03/p82_ConsommationsNRJTotales.png

guerre de la ville post carbone. Il faut également avoir en tête que le secteur du bâtiment à Paris représente 35% de la consommation énergétique globale. Cet effort que nous devons mener sur la rénovation énergétique des bâtiments doit évidemment être étendu aux équipements publics, aux écoles, aux collèges et aux piscines.

2.2. UN CONFORT THERMIQUE SOBRE EN ÉNERGIE

Dans la ville de 2020 comme de 2050, l'énergie aura une place centrale.

Se chauffer en hiver est une préoccupation importante pour les Parisiens, qui voient leur facture énergétique exploser durant les mois les plus froids. Et se rafraîchir en été devient encore plus une angoisse quand des étés à 40° seront bientôt la norme.

Se rafraîchir naturellement en ville est donc indispensable pour notre confort de vie, mais aussi pour relever dès à présent le défi de la raréfaction des ressources. Faire de Paris une ville capable de se passer des moyens techniques est un immense cadeau que nous nous faisons pour les prochaines décennies. C'est très simple : dans un contexte de canicules fréquentes, si la puissance publique n'a pas anticipé des moyens naturels pour faire baisser la température, et donc n'offre pas aux Parisien.ne.s de moyens de se rafraîchir, le risque est très élevé d'assister à une installation massive de climatiseurs individuels. C'est ce que redoute l'Agence internationale de l'énergie - qui dépend de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) -, qui prédit un triplement de la consommation d'énergie pour la climatisation d'ici à 2050 si rien n'est fait pour contrer l'explosion des climatiseurs.

Ce besoin d'énergie supplémentaire pour le froid représenterait l'équivalent de 20 % de la consommation totale d'électricité dans le monde aujourd'hui¹¹. Or, on le sait, l'utilisation de ces appareils nous fait entrer dans une spirale infernale, un véritable cercle vicieux de la consommation, en augmentant à la fois notre consommation d'énergie, notre dépendance aux énergies fossiles et nos émissions de GES additionnels liés aux fuites de leurs gaz réfrigérants, dont les impacts sur l'effet de serre est jusqu'à 12 000 fois supérieur au CO2.

¹¹ IEA, "The future of cooling", 2018, International energy agency, <https://webstore.iea.org/the-future-of-cooling>

Ajoutons à cela le fait que le mécanisme de ces climatiseurs individuels rejette par ailleurs à l'extérieur la chaleur prise dans les immeubles et donc contribue à y augmenter encore la température, et l'on mesure l'étendue du problème auquel nous allons très vite être confrontés.

Pour le prévenir, une seule solution existe : limiter le recours à des outils de climatisation techniques en climatisant la ville de manière naturelle. Le sol est une formidable batterie thermique, qui peut contribuer à chauffer nos bâtiments en hiver sans avoir recours à des technologies qui exploitent des matières premières dont l'extraction, la transformation et le transport ont des conséquences environnementales lourdes. Nous ne pourrions pas continuer à consommer toujours plus d'énergie : la ville du futur sera sobre ou invivable.

Et cela est d'autant un sujet d'importance qu'aujourd'hui, Paris consomme déjà beaucoup d'énergie - beaucoup trop ! Pour chauffer les bâtiments d'abord, avec un réseau de gaz qui alimente nos chaudières, nos cuisines, fournit une partie de notre eau chaude en émettant des gaz à effet de serre. Nous pouvons diminuer la part d'énergie fossile affectée au chauffage et à l'eau chaude en appliquant à Paris des solutions qui ont déjà fait leurs preuves dans l'écologie industrielle. Par exemple en faisant cohabiter différents usages, comme du logement et de l'activité, dans un même immeuble. La chaleur générée dans la journée par les ordinateurs, serveurs, climatiseurs, cuisines des activités professionnelles alimente de cette manière des échangeurs thermiques pour chauffer l'eau des habitations situées dans le même immeuble. La chaleur résiduelle diurne permet un confort thermique nocturne qui est sinon perdu. Repenser l'occupation du bâti permet de favoriser la mutualisation de la consommation d'énergie. Pourquoi chauffer un appartement vide en journée et des bureaux vides en soirée ? En combinant cette mesure avec un véritable plan d'isolation du bâti à Paris et en visant l'excellence thermique nous pouvons offrir aux Parisien.ne.s un accès à des économies importantes, plus de confort et moins d'émissions de CO2. Pour cela nous commencerons par un recoupement entre les listes de bâtiments repérés comme passoires thermiques grâce à la thermographie et les fichiers d'impayés et de demande d'aide sociale pour le paiement d'énergie.

L'objectif est d'identifier les 5000 immeubles les plus énergivores accueillant une majorité des ménages en situation de précarité énergétique. Sur le modèle des dispositifs de traitement de l'habitat indigne, nous proposerons de lancer un plan 5000 immeubles à

travers une Opération programmée de l'amélioration thermique du bâtiment (OPATB) pour accompagner les copropriétés et solvabiliser les propriétaires aux revenus modestes.

Une rénovation thermique massive des bâtiments est aussi un vrai gisement d'emplois locaux et non délocalisables d'une grande variété de métiers, de cadres, de techniciens et d'ouvriers.

La dépense énergétique est aussi générée par un espace public bien trop consommateur, la faute notamment à l'invasion d'écrans publicitaires lumineux responsables d'une consommation mortifère. Comme si il n'y en avait pas assez, ce sont encore 1 630 panneaux publicitaires de l'Américain Clear Channel qui ont été plantés sur les trottoirs parisiens cette année. La multiplication de ces écrans, fabriqués avec des matériaux difficilement recyclables, consomment entre 6000 et 12 000 kWh/an¹², soit autant que la consommation annuelle d'un ménage qui se chauffe à l'électricité. Est-il normal et juste de demander à nos concitoyen.ne.s de changer leurs ampoules et leurs équipements électriques pour économiser une énergie précieuse, pour ensuite la gaspiller en laissant ces panneaux proliférer dans notre ville ? Je veux libérer notre espace public de la publicité, pour sortir d'un schéma qui promeut la surconsommation et les pollutions qu'elle entraîne. Rappelons que la publicité rapporte à la ville de Paris environ 35 millions d'euros par an, soit 0,5% du budget de la capitale. Un bien faible gain comparé aux conséquences !

La première économie d'énergie est ne pas en produire ! La production énergétique doit être repensée à l'échelle d'une ville de plus de deux millions d'habitants, car c'est un secteur responsable de nombreuses émissions de gaz à effet de serre. Pour tenir les objectifs du Plan climat et atteindre la neutralité carbone en 2050, nous devons diviser par deux notre consommation énergétique. À ce titre nous devons limiter notre consommation d'énergie à nos besoins fondamentaux pour nous chauffer, nous éclairer, cuisiner... De plus, le coût de l'électricité ne fait que croître ces dernières années avec une augmentation totale de 50% en 50 ans¹³ ! Aujourd'hui la précarité énergétique touche près de 80 000 foyers parisiens : nous devons à la fois mieux aider les personnes qui en subissent les

¹² RAP, «1.4. Consommation en énergie», https://antipub.org/wp-content/uploads/2017/03/p82_ConsommationsNRJTotales.png

¹³ Stanghellini (C.), "Oui, les prix de l'électricité ont bien augmenté de 50% en dix ans", <https://www.lci.fr/conso-argent/edf-engineenergie-oui-les-prix-de-l-electricite-ont-bien-augmente-de-50-en-dix-ans-tarifs-insee-2117366.html>

conséquences et agir sur le coût de l'énergie. Pour cela, nous devons continuer à soutenir financièrement et politiquement les coopératives d'énergie renouvelables citoyennes existantes et la dynamique de cette production qui représente aujourd'hui localement 5% de la production d'électricité pour atteindre 10% en 2030 et 20% en 2050 comme le prévoit le Plan climat de Paris.

Ensuite, le levier le plus important pour l'abaissement du coût de l'énergie reste la gestion publique et citoyenne de l'énergie. Eau de Paris a montré la voie dans ce domaine en développant un modèle de gestion de fonds public. Cet opérateur propose aux Parisiens une eau trois fois moins chère que dans certaines communes franciliennes. Je veux capitaliser sur ce succès pour nous donner les moyens, à Paris, de créer une énergie 100% publique et citoyenne : "Énergies de Paris". Municipaliser l'énergie permettra également aux Parisiens de s'impliquer et de s'approprier la ressource énergétique, et contribuera à ce que la gestion des ressources soit considérée comme un bien commun.

De la production à la fourniture d'énergie, il nous faut bousculer les habitudes pour accélérer la transition énergétique. De tels services existent déjà ou sont en passe d'être créés partout en Europe comme Energent à Gand, en Belgique, ou au Royaume-Uni avec Bristol Energy et bientôt London Power. In fine, les bénéfices dégagés par "Énergies de Paris" pourront être valorisés pour lutter contre la précarité énergétique, par une baisse des charges de la Ville et une augmentation des investissements au bénéfice de la communauté. C'est dans cet esprit que le projet écologique sur l'énergie fera le lien entre protection de l'environnement et une réponse aux besoins des plus modestes.

2.3. SE DÉPLACER SIMPLEMENT, SANS POLLUTION, PLUS SOBREMENT ET EN SÉCURITÉ

Respirer un air sain. Voilà le fantasme fou auquel aspirent les Parisiens. Car la plus importante pollution qu'ils subissent est celle de l'air qu'ils respirent, vicié par les particules

fines des véhicules diesel et essence¹⁴ ou encore par l'usure des pneus et des plaquettes de frein.

C'est un véritable enjeu de santé publique quand la pollution de l'air entraîne 6000 morts prématurées par an et que 100% des écoles primaires de Paris sont polluées dont un tiers atteignent des niveaux de pollution extrêmement préoccupants !

Le véhicule thermique est une source de pollutions multiples (particules fines, ozone, Nox, CO2...) dont il faut réduire drastiquement l'utilisation si l'on veut améliorer la qualité de l'air. Les SUV, en particulier, n'ont plus leur place en ville. À cause de la hauteur de leur pare-choc, ces véhicules sont dangereux pour les piétons, en particulier les enfants, les personnes en situation de handicap, les cyclistes. Ils sont aussi plus volumineux, plus lourds et donc plus consommateurs de carburant et, mécaniquement, plus polluants et générateurs de gaz à effet de serre. Plus petits mais tout autant vecteurs de nuisances, les deux-roues motorisés, même neufs, aggravent la pollution de l'air, car ils ne répondent pas aux normes les plus draconiennes quant aux émissions, comme les études et les experts le montrent, comme par exemple Olivier Razemon, expert reconnu des mobilités « les scooters et motos polluent tout autant que les voitures¹⁵. Par litre de carburant consommé, leurs émissions de monoxyde de carbone (CO) sont dix fois plus élevées que celles des voitures à essence et vingt fois plus que les voitures propulsées au diesel. Leurs émissions d'oxydes d'azote (NOX) sont inférieures à celles de la moyenne des véhicules diesel, mais trois fois plus élevées que la moyenne des voitures à essence. Et tout ceci empire quand la température extérieure dépasse les 30°C. »

Ces véhicules sont par ailleurs souvent générateurs de fortes nuisances sonores et peu respectueux des règles de conduite comme de stationnement, roulant trop fréquemment sur les pistes cyclables et se garant trop régulièrement sur les trottoirs, au mépris des piétons gênés dans leurs déplacements.

La prochaine mandature devra répondre à l'enjeu central des mobilités que nous voulons pour Paris. Et, considérant l'ampleur de la pollution urbaine des moteurs thermiques, si

¹⁴Hatat (N-I.), et al., « Automobile et pollution », <http://culture.cnam.fr/detours-verts-le-futur-des-transports/automobile-etpollution-770667.kjsp>

¹⁵Razemon (O.),« Les motos et scooters, beaucoup plus polluants que les voitures», Le Monde, 2019, <https://www.lemonde.fr/blog/transports/2019/09/11/motos-scooters-beaucoup-plus-polluants-que-voitures/>

nous souhaitons améliorer la qualité de l'air et les émissions de CO2 de Paris, nous allons devoir radicalement réduire l'usage des véhicules thermiques en ville. Il faudra pour cela construire une offre d'alternatives plus efficaces et confortables, moins bruyantes et non polluantes. Le temps du moteur à explosion est révolu à Paris : nous devons tourner la page et aller vers la généralisation de modes de mobilité plus doux, qui permettront à l'espace public de connaître enfin l'apaisement.

Car dans une ville qui étouffe et qui veut diminuer son empreinte carbone, laisser autant de place à la voiture individuelle n'a plus de sens. L'enjeu de la prochaine mandature, c'est de penser les déplacements de demain dès aujourd'hui, tout en garantissant pour aujourd'hui aux Parisiens de respirer un air sain et de pouvoir se déplacer simplement et en sécurité.

Depuis quelques années, le nombre de déplacements en voiture individuelle baisse à Paris au profit des mobilités douces actives et collectives, comme les transports en commun et le vélo. C'est une tendance inédite depuis la fin des années 70 où l'espace public n'était pensé que pour la voiture individuelle. Malgré cela, la voiture occupe toujours 50% de l'espace public alors qu'elle ne représente que 13% des déplacements quotidiens. Inéluctablement, car c'est pour moi le sens de l'histoire, l'usage de la voiture individuelle va baisser. Déjà, car la taille de la capitale, dans laquelle 74% de nos déplacements quotidiens font moins de cinq kilomètres et où 70% des Parisien-ne-s habitent à moins de deux kilomètres et demi de leur lieu de travail, s'y prête particulièrement.

Face à cela, envisager une ville décarbonée permet un meilleur partage d'un espace public aujourd'hui dédié aux transports motorisés, en libérant de la place pour les piétons.

L'enjeu des mobilités à Paris est aussi de régler les conflits d'usage trop présents dans l'espace public. Les grèves de décembre 2019 ont révélé de manière explosive cette problématique, en faisant de la rue une véritable jungle où chaque usager se mène une guerre sans merci. Accuser tel ou tel usager est inutile, car ce chaos n'a au fond été que la conséquence d'une situation préexistante très difficile pour les Parisiennes et les Parisiens au quotidien. Cette situation, c'est celle d'un espace public saturé, dans lequel chacun peine à trouver sa place, ce qui crée une ambiance de "chacun pour soi" inconciliable avec un partage juste et tranquille des espaces communs.

Pour apaiser cette situation très tendue et les rancoeurs que cela génère entre les habitants, le défi est donc de donner une juste place à chacun, de délimiter les zones afférentes, et de les faire respecter. Par exemple, cette mandature, en amorçant la réduction de la place de la voiture, a vu le développement des deux-roues motorisés mais n'a pas su créer les conditions pour que ce développement se fasse en harmonie avec les autres modes de déplacement.

Il en résulte des comportements inadaptés au bon usage des autres de leurs espaces dédiés, par exemple des cyclistes avec une utilisation massive des pistes cyclables, ou des piétons, avec des stationnements extrêmement fréquents sur les trottoirs. Pour régler ce problème, qui revient souvent dans la bouche des habitants, il faut permettre aux deux-roues de se garer, en créant des emplacements dédiés sécurisés et payants, comme pour les voitures. Le même constat peut être fait concernant le développement, là aussi totalement chaotique, des offres de déplacement en libre-service, comme les trottinettes ou les vélos en free floating. Une vraie régulation de leur présence sur l'espace public est obligatoire. C'est en donnant à chaque moyen de déplacement une place dans l'espace public que nous pourrions redonner leur juste place à chacun, et notamment garantir et faire respecter le fait que les trottoirs doivent rester à disposition exclusive des piétons.

Redonner de la place aux mobilités douces est un enjeu de taille pour le futur de la mobilité dans la capitale. Derrière ce terme polysémique se cache tout d'abord le principal moyen de déplacement urbain : la marche à pied. Elle représente 60% des déplacements quotidiens dans Paris et pourtant nous constatons que les trottoirs sont souvent trop étroits, inadaptés aux poussettes et aux fauteuils roulants. Redonner de l'espace aux piétons est impératif. Quartiers par quartiers, les piétons doivent reconquérir la ville, pour expérimenter une qualité de vie renouvelée, sans danger, sans bruits de moteurs ni pollutions. La métamorphose de la petite ville de Pontevedra en Espagne, devenue en 2010 un modèle international d'urbanisme en étant la première capitale d'une province espagnole à réduire la vitesse maximale dans le centre à 30 kilomètres à l'heure puis à 10 kilomètres à l'heure en 2019 est à cet égard passionnant. Son bilan est exemplaire : aujourd'hui dans cette ville de 82 000 habitant·e·s, 50% de la voirie est piétonne et 70 % des déplacements quotidiens

se font à pied¹⁶. La pollution, les accidents et les nuisances ont chuté. Sur 20 ans, la ville est ainsi parvenue à réduire de 60% des émissions de CO2. La rue y est désormais pensée en espace de vie et non en lieu de passage. Cette redéfinition de la rue est un préalable à des choix d'urbanisme et de mobilité différents.

Pour favoriser la marche, je veux mener une politique résolue d'agrandissement des trottoirs, de création de larges zones piétonnes dans chaque arrondissement et de piétonnisation des abords des écoles afin de protéger la santé de nos enfants et sécuriser leurs déplacements.

Dans le registre des mobilités douces, le vélo est aussi un atout majeur pour les déplacements urbains du futur. Économe, non polluant et adapté aux déplacements de quelques kilomètres, il est le moyen de transport le plus efficace dans une ville pour réduire nos émissions polluantes et la température de la ville. De 2010 à 2018, le nombre de déplacements quotidiens à vélo a augmenté de 30%, selon les derniers résultats de l'Enquête globale transport¹⁷. Ce mode de transport ne peut plus être considéré comme un moyen de circulation « alternatif », il s'est imposé comme le moyen de locomotion le plus efficient, en termes d'amélioration de la fluidité des transports, de rapidité des déplacements et de sécurisation de la voirie.

Un grand travail reste à mener lors de la prochaine mandature pour renforcer la place du vélo à Paris. Depuis 2001, le développement du vélo a été esquissé, trop timidement, mais il est plus que temps d'imposer le vélo et de donner la possibilité aux Parisiens que le vélo devienne leur moyen de transport principal. Les aménagements cyclables actuels ne le permettent pas et le partage avec les voitures se fait souvent au détriment du vélo, voire mettent en danger les cyclistes. Les associations vélos ont pourtant largement fait savoir aux décideurs ce qu'il faut faire : des voies bidirectionnelles assez larges pour laisser la possibilité de se dépasser ou de rouler à deux côte à côte, des voies cyclables sécurisées et séparées de la voirie, une meilleure continuité cyclable... En ce début d'année 2020, le plan vélo voté par la majorité actuelle sous la pression des élu.e.s écologistes n'a été

¹⁶ Morel (S.), «En Espagne, la "révolution piétonne" réussie de Pontevedra», Le Monde, 2018
https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/12/10/en-espagne-la-revolution-pietonne-reussie-depontevedra_5395384_1652612.html

¹⁷ Lenormand (A.), «Recul historique des déplacements en voiture en Ile-de-France», 2019,
<https://www.banquedesterritoires.fr/recul-historique-des-deplacements-en-voiture-en-ile-de-france>

réalisé qu'à seulement 40% alors que l'engagement devait nous amener à 100% de réalisation à la fin de la mandature¹⁸. Pour repenser les déplacements, le plan de circulation vélo ne doit pas se limiter à quelques voies vertes : c'est une carte complète avec ses interconnexions et la possibilité d'usage par les vélo-cargos, les vélomobiles¹⁹ qu'il faut réaliser.

Plus largement, c'est à l'échelle du Grand Paris que l'on doit penser l'aménagement du vélo en soutenant le projet du Vélopolitain, qui propose notamment de créer des voies express bidirectionnelles pour vélo afin de doubler certaines voies de métro particulièrement saturées comme la ligne 13. C'est ce que je veux faire dès 2020.

Pour cela, nous réserverons une enveloppe d'investissement de 400 millions d'euros sur la mandature pour réaliser l'intégralité de ces aménagements auquel viendra s'ajouter un soutien de fonctionnement aux associations de vélo. La généralisation des mobilités douces que sont la pratique du vélo en ville et le renforcement de la marche à pied doivent se faire dans le cadre d'une approche systémique de la mobilité et notamment en complémentarité des transports en commun, qui sont une part intégrante d'une politique de mobilité réussie et efficiente.

Plusieurs défis importants sont à relever les concernant. D'abord, ils doivent être utilisables par tout le monde. Nous devons penser les transports en commun pour celles et ceux qui ne peuvent pas se déplacer à pied ou à vélo sur de longues distances : personnes âgées, en situation de handicap ou à mobilité réduite, accompagnant des enfants en bas âge, avec des poussettes, chaque Parisien-ne doit pouvoir emprunter les offres de transport en commun. Le métro parisien est totalement inadapté pour cela, tandis que les bus limitent le nombre de poussettes et de fauteuils roulants en cas de forte affluence et ne correspondent pas toujours au besoin de déplacement de proximité. La politique de mobilité parisienne doit répondre à ces contraintes, en mettant notamment en place des solutions spécifiques au besoin de transport de proximité, comme des bus à la demande, mais aussi en faisant connaître ces services d'accompagnement ou encore en formant les agents de transports ou en soutenant les associations de proximité.

¹⁸ <https://planvelo.paris/>

¹⁹ <http://www.velomobile-france.com/>

Enfin, car l'accessibilité est aussi une bataille financière, je veux permettre aux jeunes travailleurs et aux étudiants de prendre les transports en commun sans que cela grève leur budget, et pour cela, je souhaite les rendre gratuits à Paris pour les moins de 26 ans. Au final, le voilà l'enjeu auquel nous devons répondre : celui de l'intermodalité, en faisant coexister et en entremêlant tous les types de mobilités, les bus, les tramways, les vélos, la marche, le train, afin, au final, que chaque déplacement en voiture puisse trouver une alternative moins polluante et plus efficace. Ces mesures sont indispensables dès 2020, elles sont vitales à plus long terme, car elles créent les conditions de déplacement sobres et apaisés dont aura à tout prix besoin Paris en 2030.

Dernier point, on ne peut évoquer la question des transports sans parler de la logistique. Un simple chiffre permet de comprendre à quel point ces deux sujets ont des enjeux étroitement liés : chaque semaine, 1,1 millions de mouvements de marchandises ont lieu dans la ville, dont 90% en camion, 6% par le fleuve et seulement 4% par le train. Le chiffre de 90% est tout bonnement énorme, et complètement inadapté à l'impératif de réduire nos émissions. Il est urgent de favoriser l'arrivée des marchandises à Paris par les voies fluviales, notamment par le biais de bateaux zéro émission (des prototypes sont déjà testés²⁰), mais aussi par le train, en repensant les espaces logistiques de fret ferroviaire. Ici aussi, le maître mot doit être celui de l'intermodalité, en connectant les plateformes portuaires de la Seine avec des modes de transport moins polluants que les camions pour effectuer la livraison du dernier kilomètre, comme les vélos-cargos, remorques électriques, ou, a minima, des véhicules au gaz, électriques, ou à hydrogène.

Enfin, la ville décarbonée, c'est la ville qui conçoit, fabrique et produit localement. L'artisanat peut et doit retrouver toute sa place à Paris. Mais les artisans sont fortement impactés par ces problématiques de déplacement, de véhicule, de stationnement et de livraison, car ils doivent souvent transporter dans leur véhicule l'intégralité de leur matériel et des matériaux nécessaires à leur activité. Une alternative à de tels chargements pourrait être d'implanter dans chaque quartier des espaces de location ou de centralisation d'outils professionnels et de mettre à disposition des espaces logistiques pour stocker les matériaux. Quant à la livraison des commerçants, des marges de progression sont

²⁰ AFBE, «Des péniches à hydrogène à l'étude sur la Seine», <https://www.bateau-electrique.com/actualites/peniches-hydrogeneetude-seine/>

possibles, notamment en travaillant à une meilleure mutualisation et à une régulation en fonction des horaires. La logistique à Paris, vu le nombre de commerces, d'artisans, de professionnels qui y travaillent, doit être repensée intégralement si nous voulons améliorer sa fluidité et améliorer ses émissions de GES.

C'est un enjeu central de la ville post carbone, qui sait se passer d'énergie et favorise donc la production locale et les circuits courts. D'autres métropoles d'Europe ont de bons résultats en la matière, comme Amsterdam, Dresde²¹ ou Zurich²² par exemple, qui a créé des cargo-tram²³, prenons exemple sur elles !

2.4. SE NOURRIR EN VILLE À HORIZON 2050

Jusqu'à aujourd'hui, le sujet de l'alimentation est classiquement envisagé de deux façons. D'abord, sous l'angle du gâchis de nourriture, qui concerne près d'un tiers des aliments produits dans le monde. Cette nourriture perdue, non consommée par ceux qui en auraient besoin, c'est aussi autant de ressources utilisées pour la produire gaspillées.

Un autre angle est celui de l'introduction, sous l'impulsion des écologistes, d'aliments biologiques dans les menus de la restauration scolaire, puis, bien plus récemment, de menus végétariens. Cette dynamique, enfin lancée, doit se poursuivre jusqu'à atteindre l'objectif de 100% d'aliments biologiques, et d'un menu alternatif végétarien par jour. Mais le sujet de l'alimentation des 2 millions d'habitants est un sujet bien plus vaste et complexe que la seule réflexion menée dans le cadre des menus des cantines scolaires, et cela en deux façons. D'une part, l'alimentation des ménages parisiens est responsable de 25% des émissions de gaz à effet de serre (GES) parisiennes²⁴, ce qui fait de ce secteur un secteur clé et un vrai levier d'atténuation de nos émissions. Et d'autre part, car, pour le dire très simplement, aujourd'hui, la dépendance de Paris aux territoires nationaux et internationaux

²¹ Carfree, « Des tramway de livraison en ville », 2016, <http://carfree.fr/index.php/2016/06/24/des-tramways-de-livraison-en-ville/>

²² Libeskind (J.), « Le Cargo-Tram de Zürich, ou comment utiliser le tramway pour la collecte des déchets », 2015, <https://www.logicites.fr/2015/02/23/le-cargo-tram-de-zurich-ou-comment-utiliser-le-tramway-pour-la-collecte-des-dechets/>

²³ Tram-Fret, « Projet tramfret », <http://tramfret.com/>

²⁴ Mairie de Paris, « État des lieux de l'alimentation à Paris », octobre 2015.

pour nourrir ses 2 millions d'habitants, son million de travailleurs et ses centaines de milliers de visiteurs qui viennent quotidiennement sur son sol, est totale.

Cela n'a pas toujours été le cas. Au début du 20^{ème} siècle, Paris pouvait compter sur une véritable ceinture maraîchère pour se nourrir, des lieux de production très proches existaient, comme les célèbres murs à pêche de Montreuil. A l'heure où l'urbanisation de la métropole du grand Paris a explosé, comment imaginer une production locale, en circuit court, biologique pour alimenter Paris en 2030 ? Quel modèle peut-on mettre en place, peut-on envisager une agriculture vivrière à Paris ? Réintroduire de l'agriculture dans l'espace urbain a une portée pédagogique importante pour une ville comme Paris. Donner accès aux Parisiens à une nature comestible, c'est leur permettre de se reconnecter avec ce qu'ils mangent. Dans toutes les lieux d'accueil, les enfants devraient avoir accès à un potager pour savoir, dès le plus jeune âge, comment sont produits, d'où viennent les aliments qu'ils mangent.

Première évidence, la surface de Paris, très restreinte, ne suffirait pas, même si elle était entièrement cultivée, à nourrir ses habitants et multiples usagers. En revanche, le territoire parisien peut accueillir des lieux de production, de tailles très disparates mais complémentaires.

Je vois pour cela plusieurs pistes. D'abord, les anciennes friches industrielles et ferroviaires sont un gisement de terre que nous pouvons transformer, convertir en terres agricoles ou en espaces de permaculture, à condition de s'attacher dès le début de la mandature à leur dépollution, par exemple par phytoépuration²⁵.

Renouer avec une tradition agricole et maraîchère dans Paris ne se fera pas en quelques mois, mais cela aura des conséquences extrêmement positives à tous points de vue. J'y vois, au-delà des enjeux de production alimentaire, un enjeu de reconnexion des habitants avec la nature, la reconquête du sens de ce que c'est que de produire sa propre nourriture. Je vois de nombreux Parisiens, le week-end, faire quelques kilomètres en voiture, souvent avec leurs enfants et flanqués de paniers et d'une brouette, pour aller cueillir des légumes et des fruits chez des maraîchers qui laissent leurs clients ramasser eux-mêmes leurs

²⁵ Binette et Jardin, «La phytoépuration : qu'est-ce que c'est, comment ça marche ?», Le Monde, <https://jardinage.lemonde.fr/dossier-1101-phytoepuration.html>

produits avant de les acheter. Je trouve cela formidable mais j'aimerais aussi que ces familles puissent avoir accès à cela plus près de chez elles.

C'est pour toutes ces raisons que je souhaite qu'une certaine partie des emprises existantes et des délaissés urbains soient assainis pour que l'on puisse envisager d'y lancer du maraîchage. Pourquoi ne pas créer une coopérative de production pouvant alimenter en filières courtes des distributeurs intramuros ?

La transformation que j'appelle de mes vœux du périphérique en boulevard urbain libérera également des centaines d'hectares, dont une partie pourra être allouée à des projets de végétalisation comestible, d'agriculture urbaine, faisant de cet espace une nouvelle ceinture maraîchère autour de Paris. Plus modestement, les parcelles libres dans Paris doivent le rester, car nous avons besoin de pleine terre, et elles peuvent parfaitement accueillir de petits jardins potagers, par exemple sous la forme de jardins partagés, gérés par les riverains.

En complément, nous pouvons également, dans le cadre du plan "100 000 arbres" que je souhaite lancer, faire des choix d'essences comestibles et planter des arbres ou des arbrisseaux fruitiers, mais surtout des essences qui résisteront et s'épanouiront dans un environnement aux projections de températures sans commune mesure avec ce que supportent les essences que nous plantons aujourd'hui. Les rues végétalisées que je propose pour nos quartiers peuvent être l'occasion d'accueillir des espèces comestibles, comme des arbustes et des herbes aromatiques. Pour répondre à cet objectif de végétalisation massive qui participera à l'adaptation au réchauffement climatique, nous provisionnerons 500 millions d'euros d'investissement sur la mandature.

Certaines toitures plates peuvent aussi se prêter à la culture maraîchère en plein Paris et contribuer à la végétalisation et au retour de la biodiversité. Déjà, les toits des bâtiments de certaines entreprises accueillent des jardins potagers, réutilisant la chaleur perdue des bâtiments pour alimenter des serres. Gardons à l'esprit que ce type de culture restera, d'une certaine manière, exceptionnelle, et qu'elle n'a pas vocation à devenir la norme. En effet, s'il est intéressant de combiner agriculture urbaine et récupération d'énergie, la sobriété qui nous sera imposée dans une société décarbonée n'est pas compatible avec des modes agricoles dispendieuses en énergie comme le sont les serres, et en intrants

chimiques. L'agriculture de demain sera donc profondément un retour aux sources, aux racines de ce que le travail de la terre avait comme sens et comme valeur initiaux, et renouera avec le maraîchage, ou mourra.

Mais c'est évidemment au-delà des portes de Paris que l'essentiel de l'alimentation des Parisien.ne.s continuera d'être produite. La production locale et la livraison en circuits courts est un enjeu fondamental de notre capacité collective à nous nourrir dans l'avenir quand les ressources seront rares et chères, cela deviendra un véritable atout. Cela se prépare dès aujourd'hui, en travaillant avec les territoires, avec les agriculteurs d'Île de France, en soutenant les projets d'implantation s'inscrivant dans une perspective de production de produits locaux, durables, de saison et biologiques en Île de France. Pour cela, il est impératif de faire de la sauvegarde des terres arables une priorité politique et publique, en inscrivant leur protection dans les documents stratégiques d'aménagement du territoire, aux niveaux régionaux comme métropolitains. Nous devons résolument refuser les projets d'artificialisation des sols, dont le trop tristement célèbre Europacity est devenu l'emblème. Ces projets font partie d'un passé d'abondance révolu, il est temps de tourner cette page afin de nous inscrire résolument dans la ville, la métropole, l'Île de France, la France, le monde du futur, condamnés à remporter la bataille du dérèglement climatique.

Il est essentiel, à mon sens, pour envisager les politiques à mettre en oeuvre dans ce domaine, de réfléchir à la meilleure manière d'atteindre une souveraineté alimentaire maximale, qui mette Paris en mesure de faire face à des événements climatiques catastrophiques. C'est un sujet majeur, vital, dont bien peu de politiques ont pris la mesure jusqu'à présent, alors que, plus que jamais, le temps nous est compté.

3. GARANTIR L'AVENIR DE NOTRE VILLE PAR LA CO-CONSTRUCTION DES DÉCISIONS ET L'ÉMANCIPATION DES HABITANT·E·S

Le constat et les solutions sont désormais connus pour faire de Paris une ville résiliente et résistante aux chocs à venir. Comment, maintenant, rendre les Parisien·ne·s acteurs, actrices, de la lutte contre le dérèglement climatique ? Car nous aurons beau rénover le bâti et planter des arbres, la ville résiliente, c'est avant tout un espace urbain adapté à toutes et tous et des habitant·e·s impliqué·e·s pour le changement.

Les enjeux à venir sont immenses et les périls bien réels. Paris doit se réinventer dans un monde qui sera radicalement différent. Mais qu'il est difficile, pour tout un chacun, d'anticiper ce monde de demain ! Qu'il est difficile de comprendre finement les enjeux écologiques, qui sont si techniques, si scientifiques, si pluridisciplinaires, si larges, si transversaux ! Qu'il est difficile de savoir comment agir, de modifier ses habitudes ! Qu'il est désagréable, quand on voudrait bien faire, de ne pas toujours bien savoir quelles actions seront efficaces et utiles. Pour relever le défi de la transition écologique, nous allons avoir besoin de l'énergie de chacun et de tous. Pour cela, nous devons repenser les liens entre les citoyens et les institutions et recréer une communauté de destin. Pour cela, les pratiques politiques, l'exercice du pouvoir, et l'intégration des citoyens dans la gestion de leur ville, doivent profondément changer. Nous devons repartir des besoins des citoyen·ne·s, de leurs vies quotidiennes, de leurs ressentis, de leurs idées.

Je porte le projet d'une ville unie, où l'on vit ensemble et pas uniquement côte à côte, bienveillante quant à l'écoute qu'elle accorde à chacun, et résiliente dans sa force à faire face aux situations de crises humaines et environnementales.

3.1. REDONNER LE POUVOIR AU CITOYEN : L'OUTIL DÉMOCRATIQUE

À l'heure où la démocratie participative est au coeur de tous les projets municipaux, où les petits ou "grands" débats occupent l'espace médiatique des deux dernières années et où une Convention Citoyenne pour le Climat doit faire des propositions pour accélérer la lutte

contre le changement climatique²⁶, on ne peut imaginer faire de l'action publique sans impliquer plus les citoyen·ne·s. Il faut faire de la participation un outil du quotidien, pas seulement dans l'objectif d'améliorer les politiques publiques mais aussi dans l'optique d'intégrer tout le monde aux projets à mener.

Aujourd'hui, ce qui est appelé démocratie participative citoyenne revêt le plus souvent l'aspect d'une consultation institutionnelle comme lorsque l'on demande l'avis d'habitant·e·s sans que les retours soient constitutifs d'une modification des projets prévus²⁷ ou encore quand les conseils de quartiers sont toujours animés par des élu·e·s d'arrondissement. Pour impliquer les Parisien·ne·s dans la résilience de leur ville, il faut leur donner l'accès à l'information et les faire réellement participer.

Chacun.e doit avoir la possibilité de proposer ses idées et de donner son avis sur les sujets qui les concernent. Il faut penser l'action publique comme un processus de co-construction ouvert, une sorte de laboratoire de « plein air »²⁸. Pour y arriver, une des clés est la diffusion des connaissances au plus grand nombre afin de permettre un apprentissage collectif des notions techniques liées à l'action publique. Pour cela, nous devons rapprocher les milieux scientifiques et de la recherche (les institutions scientifiques telles que Météo France, les laboratoires de recherche présents sur le territoire, les associations d'experts indépendants) des personnels de formation comme les enseignants ou les citoyen.ne.s engagé.e.s des conseils de quartiers.

La transformation ne doit plus, ne peut plus, être l'affaire de quelques sachants. Changer la ville, en si peu de temps, ne peut se faire qu'en accord et avec la participation du plus grand nombre et de manière consciente des raisons de la nécessité d'opérer ces changements. Autrefois, un·e candidat·e promettait des lendemains qui chantent, par la libre entreprise ou l'économie planifiée, par la main invisible du marché ou la cogestion, et charge était à elle, à lui, de réaliser ses promesses ou de se déclarer impuissant·e face au marché malgré le pouvoir détenu.

²⁶ <https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/>

²⁷ La consultation du projet d'élévation de la Tour Montparnasse est un bon exemple avec seulement 72 participations en 30 jours pour un impact quasi nul sur le projet final. <http://dematadsmod.paris.fr/public/PPVEMontparnasse/Synth%C3%A8se%20PPVE%20Tour%20Montparnasse%20+%20annexes.pdf>

²⁸ Barthe (Y.), Callon (M.), Lascoumes (P.), Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Paris, Le Seuil, « La couleur des idées », 2001.

Désormais, nous sommes face à des faits, des mesures de températures, des études qui nous montrent la réalité déjà connue du dérèglement climatique, comptent le nombre d'espèces disparues, analysent la qualité de l'air, de l'eau. Nous ne pourrions engager une transformation de Paris sans que ces faits ne soient connus. C'est donc à partir de ces connaissances sur notre environnement que nous construirons désormais notre action publique.

La ville de demain ne se décrète pas, elle se construit sur un temps long, en menant une hybridation de l'action collective locale dont le parangon sera la démocratie au quotidien. Je défends le modèle d'une démocratie plus vivante et plus directe dans laquelle chacune et chacun peut s'investir pleinement. Cela passera par une réforme des Conseils de quartiers où l'on garantira l'indépendance des Conseils et l'autogestion par les citoyen-ne-s. Les participant-e-s seront tiré-e-s au sort dans la population du quartier. Ils pourront être consultés sur les décisions structurantes du quartier et suivre localement l'application du Plan climat parisien. De plus, nous renforcerons leurs liens avec la population en développant une plateforme participative en ligne pour recueillir le contenu des séances et permettre des interactions avec les autres habitant-e-s.

Nous devons imaginer comment démocratiser la démocratie. Cela peut aussi passer par la création des commissions participatives de citoyen-ne-s avec des parts de budget allouées afin de mener certaines actions publiques comme cela se fait déjà dans certaines communes de France ²⁹. Ou encore en renouvelant le Conseil Parisien pour la Jeunesse pour leur donner réellement des compétences d'action sur des mandats de deux ans qui pourraient permettre d'avoir un roulement de participant.e.s et d'intégrer les jeunes à la vie politique de notre ville. Devons-nous inventer une ville nouvelle à quelques-un.e.s et attendre à la fin de la prochaine mandature l'approbation ou la sanction du prochain vote ? La réponse est non, la ville bienveillante est plus participative. C'est cet objectif que je veux partager avec tou.te.s mes concitoyen.ne.s. Donner son avis ne suffit pas, ne suffit plus quand les enjeux environnementaux, sociaux, sont si grands. Je veux donner aux Parisiens la possibilité de choisir, d'agir pour leur quartier, pour leur ville.

²⁹ Gaspard (A.), Lucile (L.), "À Saillans, les habitants réinventent la démocratie", <https://repointerre.net/A-Saillans-les-habitants-reinventent-la-democratie>

Le budget participatif de la ville, réclamé depuis des années par les écologistes et mis en place en 2014, a été à la fois une grande avancée et une vraie déception. La participation est restée trop marginale et se sont les personnes qui participent déjà à travers leurs engagements associatifs, de conseils d'écoles ou de quartiers qui ont été le plus présentes. Le bilan montre une succession de petits projets parfois sans grand impact sur la vie des habitant·e·s et qui se sont succédés rapidement avec un suivi souvent lacunaire. Le budget participatif a permis aux citoyen·ne·s de décider de l'utilisation de 5% du budget d'investissement sur la dernière mandature mais cela laisse aussi la question du peu de place pour l'avis citoyen des 95% du budget d'investissement restant.

Nous devons vraiment permettre aux Parisiens d'être acteurs de leur projet, nous pouvons pour cela leur allouer des crédits pour qu'ils mènent leur projet à bien en mettant à leur disposition une expertise technique. Je suis convaincu que pour se réapproprier leur ville, les Parisiens ont besoin de pouvoir davantage s'y investir et qu'on leur offre des lieux pour le faire.

3.2. L'URBANISME DE DEMAIN, DÉCIDÉ POUR TOUS, AVEC TOUS

J'entends souvent cette phrase qui résume assez bien la sensation des habitant.e.s sur l'avenir de l'urbanisme : "Si vous pensez la ville à notre place, elle ne sera pas faite pour nous." J'ai dessiné dans cette note une perspective pour un nouvel urbanisme d'un point de vue technique. Mais je pense que la conception est aussi importante que la réalisation. La dernière partie de ma vision d'un nouvel urbanisme est donc, profondément, de remettre l'humain au centre de la conception des projets urbains.

Comment permettre aux habitants de reprendre la main sur les débats d'aménagement de la ville ? Il existe des processus de participation dans le cadre des grands projets d'aménagements. Ce sont des groupes de travail et essentiellement des réunions publiques. Mais, fondamentalement, ça ne fonctionne pas, ces réunions n'attirent pas grand monde, et surtout, toujours les mêmes personnes. Force est donc de constater que nous devons proposer aux habitants d'autres modes de participation. Personnellement, j'ai souvent entendu de la part des habitants qu'ils n'allaient pas aux réunions de concertation car au final, ils avaient le sentiment (sans doute assez juste), qu'il était plus question

d'information que de concertation réelle. Cela pose vraiment question car, en effet, quel intérêt, après avoir passé sa journée à travailler, d'aller dans une réunion publique si notre avis n'est pas pris en compte, et qu'on ne fait que présenter aux gens un projet déjà très abouti et modifiable à l'extrême marge ?

Si je suis élu maire, je souhaite m'entourer de chercheurs de l'urbain, de personnes qui, comme Thierry Paquot ou Patrick Bouchain, ont à coeur de créer une réelle participation de la part des habitants, afin qu'ils aient leur mot à dire, que ce qu'ils ont à dire sur leur quartier, leur lieu de vie, soit entendu, et pris en compte dans le projet. C'est vrai, cela demande du temps, de l'investissement, de l'énergie. Mais sinon, quel est le sens ? À quoi bon construire une ville sans ses habitants, qui en sont les premiers usagers ? Dans le même ordre d'idée, j'ai proposé un Conseil citoyen de la Seine, qui sera consulté pour tous les projets sur les abords du fleuve ou qui pourraient impacter son environnement.

Je veux créer une ville bienveillante qui prend soin de ses habitant.e.s, se fait accueillante, se met à leur hauteur. Je veux repenser la ville dans une approche holistique et à échelle humaine. Cela signifie faire des projets à taille d'habitant, arrêter les grands projets de prestige qui construisent une ville inaccessible, les tours de plus en plus hautes, des îlots de bureaux et d'hôtels sans âme déconnectés les uns des autres. Paris ne deviendra pas résiliente de cette manière, ses habitants non plus. Nous devons changer notre manière de voir la ville, elle doit être un canevas que l'on tisse précautionneusement, fil par fil, de manière à avoir un ouvrage harmonieux et équilibré. Cela signifie aller chercher l'optimum, quartier par quartier, rue par rue.

3.3. LA TRANQUILLITÉ ET LA CONVIVIALITÉ AU QUOTIDIEN, POUR UNE VILLE APAISÉE ET SOLIDAIRE

La ville bienveillante est celle dans laquelle les habitant.e.s se sentent et sont en sécurité. Un enfant qui peut courir sur un trottoir dans des rues sans peur des voitures, une personne qui peut rentrer chez elle seule le soir sans angoisse, une famille qui trouvera toujours un refuge quand les crues ou les canicules frappent la capitale, une présence humaine rassurante aux habitants pour réduire les tensions.

Pour la sécurité et la tranquillité de toutes et tous, il faut mettre un terme aux stratégies sécuritaires inefficaces et à la course à l'armement. Voulons-nous une surenchère de la présence policière sans pour autant apporter plus de sécurité et de bien-être ? Ou bien voulons-nous retrouver l'esprit des gardiens de la paix au quotidien comme entité chargée de renseigner, d'expliquer, de rassurer, de faire le lien entre les habitant·e·s et la Ville ? Une entité qui déambule dans les quartiers, qui rappelle les consignes de maintien de la propreté, qui lutte contre le harcèlement sexuel, les discriminations et les incivilités. Cette présence sur le terrain sera aussi nécessaire pour assurer la sécurité civile lors des futurs épisodes de canicule ou lorsqu'une nouvelle crue majeure de la Seine paralysera la Ville, et ainsi garantir une gestion de crise calme et pacifique. Cette entité pourra prendre la forme d'une brigade d'hommes et de femmes dont le rôle sera centré sur la médiation avant toute verbalisation, dans un objectif d'apaisement des relations. Un rôle qui serait de pré-intervention médiatrice avant intervention conjointe avec la police nationale de proximité.

La ville bienveillante dispose d'un espace public qui redimensionne la question des communs urbains. Cafés associatifs, espaces culturels partagés, lieux de fêtes des voisins. Il existe mille façons de donner les moyens aux habitants d'un quartier de s'approprier un lieu commun d'échange. Paris n'est pas une ville mais des villes, des villages, des quartiers vivant ensemble. Une vraie décentralisation entre l'Hôtel de Ville et les mairies d'arrondissements sera dans notre projet politique pour que Paris ait une vie politique plus horizontale, plus vivante où chacune et chacun se sente acteur de son bout de ville dans un tout cohérent.

Les communs de la ville, ce sont aussi ces installations sous-dimensionnées comme les conservatoires municipaux, les salles de sport, les terrains partagés qui doivent être plus ouverts, plus grands et accueillir de nouveaux publics, devenir "commun" et donc d'un usage banal. Aller écouter un concert d'élèves au conservatoire d'arrondissement doit pouvoir être une activité courante. Accéder à un équipement sportif pour faire du sport doit être plus facile, pour se dépenser ou tout simplement pour jouer avec ses enfants.

La ville bienveillante est intergénérationnelle. Toutes les expériences de projets communs entre les crèches et les maisons de retraite commune sont positives. Nous avons à Paris des milliers de personnes âgées compétentes, valides à même de dispenser des savoirs, consacrer du temps bénévole à la vie de la cité.

Terra Nova | Faire le Paris de demain : une ville résiliente et sûre, un horizon écologiste pour la ville décarbonée

Le partage de logement entre une personne âgée isolée et un.e étudiant.e a fait ses preuves et est une solution efficace au manque de places d'hébergements pour étudiants.

Vivre bien à Paris est l'affaire de toutes et tous, faisons-en un projet commun qui crée de l'échange, du partage et, in fine, de la bienveillance entre les habitant.e.s. La bienveillance est une clé de la résilience de notre ville ; en tant que responsables politiques, nous ne pouvons la décréter, mais nous pouvons créer les meilleures conditions de son émergence pour affronter l'urgence écologique et sociale qui vient à nous.

Nous devons également entendre l'avènement d'un mal nouveau, l'éco-anxiété, qui peut naître lorsque face au changement climatique, la perception des complexités se conjugue en sentiment d'impuissance. Nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui, s'intéressant désormais aux questions écologiques, sont pris de vertiges et d'une angoisse profonde pour leur avenir et celui de leurs enfants. Comprendre la portée de la sixième extinction de masse, appréhender les rapports alarmants du GIEC sur le climat, ne laisse pas indemne. À cette anxiété, notre réponse sera l'action. La ville de demain doit être un lieu apaisé et propice aux échanges humains. Nous devons concevoir un cadre de vie sain mais aussi et surtout, une ville rassurante. La ville est aujourd'hui stressante, elle pousse les urbains à la fuir chaque fin de semaine pour se ressourcer hors de ses murs.

Penser une ville bienveillante, c'est penser une ville qui demeure attirante pour les temps de repos, de loisirs, les temps de rencontre avec sa famille, ses ami.e.s ou ses voisin.e.s.

3.4. MISER SUR LES ENFANTS

Les enfants sont notre avenir, mais surtout, ils seront toujours là à la fin du siècle, lorsque le changement climatique se fera encore plus fort. Leur éducation est donc à la fois une nécessité et un puissant levier de changement. Nous avons tou.te.s en tête des exemples d'enfants qui ont ramené chez eux une pratique "éco-responsable" qu'ils ont appris ailleurs, et ont permis son développement dans leur foyer. Ce transfert enfant-parent est très intéressant, je pense que nous devons bien plus encore nous appuyer dessus. Les initiatives comme les familles à énergie positives sont un bon exemple ; il me semble que l'école peut et doit être un vrai levier de passage d'informations et de formations.

C'est pour cela que je souhaite par exemple que l'école soit aussi le lieu de l'enseignement à faire du vélo. Dans une ville post carbone, dans laquelle le vélo aura une place centrale, il est essentiel que chaque personne sache en faire. C'est un enjeu collectif, il me semble logique que la Ville y participe. De la même manière, je voudrais que les petit-e-s Parisien-ne-s aient un accès beaucoup plus simplifié à la nature. J'ai déjà indiqué plus haut que selon moi les cours d'établissements d'accueil d'enfants doivent être totalement repensées et surtout bien plus verdies, mais cela a également un enjeu pédagogique si l'on introduit à chaque fois un jardin potager.

Apprendre aux enfants comment cultiver, mais surtout comment respecter la nature, et ce dès le plus jeune âge, est pour moi un rôle que la collectivité doit endosser. Il est de son ressort de faire connaître et de donner des méthodes aux futures générations pour prendre soin de notre environnement, notre bien commun. La ville n'a pas de compétence en termes de programme scolaire, mais la transmission dans le domaine de l'environnement doit avoir une place importante au sein de l'école, notamment dans le cadre du périscolaire. La ville doit former des intervenant-e-s pour qu'ils puissent, à leur tour, former nos enfants aux gestes et aux pratiques qui nous permettront de préserver notre planète.

Dans certains pays, les enfants bénéficient à l'école d'enseignements comme la méditation ou encore de cours d'empathie. Les neurosciences ont fait leur chemin et ont maintenant accès à une large audience, comme le montre le succès que rencontre par exemple Boris Cyrulnik, neuropsychiatre français, qui a notamment beaucoup travaillé sur la résilience. Il serait sans doute bon d'envisager des pratiques qui améliorent le quotidien et donnent aux enfants des ressources précieuses pour apprendre à affronter des chocs.

C'est précisément un enjeu central de la construction d'une population résiliente : former les individus à garder une cohésion et une unité.

3.5. S'ÉVEILLER, GRANDIR ET MIEUX ACCUEILLIR

Notre modèle économique, construit sur une croissance matérielle et énergétique infinie dans un monde fini a largement prouvé ses limites en détruisant l'écosystème terrestre. Nous devons donc penser une décroissance matérielle et énergétique qui ne soit pas une

proposition de misère pour tous. Pensons alors à l'autre croissance, la croissance immatérielle : la culture, la diffusion du savoir, l'empathie, la création de liens. Une croissance des idées innovantes dans la conception, dans l'éco-design, les services aux personnes, plutôt que celle du gâchis alimentaire, de l'obsolescence et des déchets. Une croissance du lien social, du souci de l'autre, du sens donné aux choses et aux actes, au travail, à la création et à l'imaginaire. Que pouvons-nous faire croître dans Paris en créant de la richesse et qui s'articule pleinement à la culture d'une ville bienveillante et accueillante pour ses habitants et ses visiteurs ?

Nous pouvons imaginer une ville qui diminue son empreinte écologique pour augmenter son empreinte culturelle pour et par ses habitant.e.s. Nous allons affronter des périls immenses et nous le ferons mieux si nous avons renforcé les socles positifs de notre humanisme. Paris a, dans ce domaine, un rôle initiateur fondamental à jouer qui nous demande de nous mettre toutes et tous au travail. Si Paris veut se réinventer, qu'elle commence par ce qu'elle sait faire de mieux : créer.

Nous pouvons offrir plus de place dans les conservatoires de musique, de danse et de théâtre. Nous pouvons les agrandir pour accueillir de nouveaux publics, les faire devenir salles de concert, de spectacle. Nous pouvons imaginer plus de cours de musique, de théâtre, de danse dans les écoles primaires de la ville. L'enseignement populaire crée aussi de la richesse. Nous pouvons imaginer ouvrir certaines de nos écoles le soir pour enseigner aux adultes, permettre à des enseignant.e.s à la retraite de partager, donner des espaces pour des conférences. Nous pouvons aussi imaginer en commun comment mieux utiliser les espaces publics sous-utilisés comme les salons de l'Hôtel de Ville ou des mairies d'arrondissements. Enfin, nous soutiendrons les initiatives des citoyens qui s'inscrivent dans une sobriété de la consommation et qui favorisent les produits durables, locaux, éco-conçus, le développement culturel, l'ouverture sur le monde et l'inclusion des habitant.e.s de la ville.

S'éveiller c'est aussi mieux accueillir et s'enrichir de la multiculturalité de notre ville. Pour cela il faut savoir mieux recevoir les migrations qui vont en se multipliant. Les tensions internationales et les migrations climatiques vont amener des millions de personnes à quitter leurs terres natales, en quête d'un refuge. La Banque Mondiale envisage 143 millions de réfugié.e.s climatiques en 2050 dont 86 millions pour la seule Afrique

subsaharienne. Les impacts du changement climatique pourraient entraîner dans certains territoires de sérieuses altérations des conditions de vie. Près de nous, les Pays-Bas et une partie de la Belgique, et ici, en France, une partie de la Normandie et de la Camargue, sont menacés directement par la montée du niveau de la mer. Penser Paris, c'est aussi anticiper les flux migratoires actuels et à venir afin de mieux les gérer à l'avenir et éviter que se renouvellent les situations inhumaines et dangereuses des villages de tentes autour du périphérique parisien. Ce n'est pas le seul rôle des municipalités de gérer l'accueil des migrant·e·s, mais Paris doit avoir la capacité de créer un réseau d'accueil, de partenariats et des structures pérennes pour gérer cette catastrophe humanitaire.

Paris se réinvente depuis toujours. Mais, comme toutes les villes du monde, cette fois, elle va devoir faire face à des bouleversements forts et rapides. Se loger, se nourrir, se déplacer, se cultiver, se détendre dans une ville soumise à des conditions écologiques nouvelles et détériorées seront les enjeux de la ville croissants dès 2030. La mandature à venir a le devoir impératif de poser les conditions d'un véritable changement de paradigme politique, un changement d'échelle dans l'action. Elle doit anticiper, prévoir, inventer bien plus qu'hier pour que Paris ne subisse pas mais anticipe ce qui est devant nous. Elle le doit à ses habitant·e·s, pour leur permettre, dans 20, 30 ans, de pouvoir continuer à vivre à Paris. Les défis sont immenses, bien plus que nous ne pouvons l'imaginer. Des défis que seuls des élu·e·s à la fois fins connaisseurs des problématiques environnementales, aguerris à la gestion des villes et déterminé à agir, sauront relever.

CONCLUSION

La prise de conscience climatique était et demeure indispensable pour avancer. Mais elle peut évidemment générer de fortes angoisses. Il faut dire aux Parisien·ne·s qu'il est normal d'être effrayé·e·s par ce qui arrive. Mais il faut dire aussi que la peur, c'est l'immobilisme. Or, nous ne pouvons pas être immobiles, au contraire, nous devons avancer et amplifier notre élan. C'est pour cela que je parle de résilience.

Car la résilience, c'est le désir farouche de vivre. C'est arriver à se remettre de situations extrêmes, et d'en tirer le meilleur. C'est quelque chose que le neurologue Boris Cyrulnik

exprime à merveille : pour faire preuve de résilience, l'humain a besoin d'une part de sa force vitale, et d'autre part de son « tuteur de résilience », un point d'accroche sur lequel il sera possible de s'appuyer pour reprendre vie, tout comme une plante pour pousser. Je veux être ce tuteur de résilience, ou en tout cas, par mon projet, faire en sorte que Paris soit capable d'endosser ses responsabilités et de protéger ses habitants, et que cela, les Parisien·ne·s le sachent.

Le rôle de la Ville de Paris, et donc du Maire, selon moi, est d'être garant des possibilités de vie à Paris à court, moyen et long terme. C'est toute la difficulté de ce mandat crucial, le dernier utile avant que les chocs climatiques nous touchent avec plus de violence et qu'il soit trop tard, à la fois pour atténuer nos émissions et pour adapter notre cadre de vie.

Je souhaite une ville bienveillante et résiliente face au réchauffement climatique, capable d'affronter le pire et d'offrir à tous un avenir sécurisant dans un climat qui change de plus en plus rapidement. La ville que j'imagine n'est plus celle qui se construit à petit pas pour continuer « comme avant mais en mieux ». Car "avant" n'est plus et ce que nous voulons, c'est un "après" qui doit être le meilleur possible.

Ce futur désirable, souhaité, n'est pas une utopie mais c'est au contraire un objectif pragmatique, répondant à des enjeux réels qui menacent notre ville autant que le reste du monde.

Pour relever le défi climatique, nous aurons besoin d'un territoire adapté aux chocs, et à une population sereine et soudée qui tient bon et fait bloc face aux risques. Depuis 2001, les écologistes se sont battus, minoritaires au sein d'une majorité souvent hostile à leur projet politique. J'ai engagé avec les élu.e.s du groupe écologiste de Paris de nombreuses réalisations : piétonisation, végétalisation, aménagements cyclables, option végétarienne et bio dans les cantines, sont le résultat de la pugnacité et du savoir-faire des écolos. Ces actions portent leurs fruits et doivent être amplifiées et accélérées afin de faire de Paris une ville résiliente aux changements subis.

Les écologistes ont la vision systémique pour mener une action réaliste et pertinente; nous avons surtout la détermination à ne pas laisser les habitant·e·s de Paris à l'abandon face aux impacts du réchauffement global, aux pollutions de l'air, de l'eau et des sols et à l'extinction massive des espèces en cours. Offrir une qualité de vie meilleure tout en

garantissant les conditions de vie pour 2050 : voilà le défi que je vous propose de relever ensemble à Paris. Le projet écologiste apporte des solutions claires et efficaces quant à l'invention d'un futur viable. C'est sa cohérence et sa constance qui en font la force.

C'est donc une troisième voie écologiste que je propose pour Paris, une alternative bienveillante pour relever les défis climatiques. Notre mobilisation collective doit être totale pour affronter de manière efficace, rassurante et inclusive les enjeux terrifiants du dérèglement climatique. C'est ensemble que nous transformerons cette ville au quotidien pour en faire un espace apaisé où la vie sera encore possible en 2050. C'est ce rôle que je veux endosser en mars 2020.



@TerraNovaThinkTank



@_Terra_Nova



Terra Nova- think tank